



**DÉCLARATION DE STÉPHANE TROUSSEL**  
*PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS*

**RSA : UNE DÉCISION INACCEPTABLE DES DÉPARTEMENTS  
DE DROITE QUI PÉNALISE LES PLUS PRÉCAIRES**

La décision des Départements dirigés par la droite et le centre de ne pas appliquer la revalorisation de 1,7 % du RSA, prévue au 1<sup>er</sup> avril, se trompe de cible.

Quand nous connaissons la réalité du marché du travail, alors que l'assurance chômage a été réformée à trois reprises depuis 2017, généralisant ainsi l'insécurité pour les demandeurs d'emploi, alors que l'âge de départ à la retraite a été reculé, ouvrant la voie à une précarisation massive des seniors, comment peut-on, par cette annonce, pointer du doigt cette revalorisation pourtant dérisoire face à l'inflation ?

Le RSA permet à des millions de personnes de survivre, à peine, avec quelques centaines d'euros par mois. En choisissant de ne pas financer cette hausse, ces départements stigmatisent les bénéficiaires du RSA et avec eux les dépenses de solidarités qui seraient devenues une « charge ».

Le Département de la Seine-Saint-Denis est celui dont les dépenses sociales sont les moins bien compensées y compris concernant le RSA et malgré sa recentralisation. Je maintiens néanmoins que les politiques de solidarité doivent demeurer la grande priorité des Départements.

S'il est évident que la question du financement des allocations sociales doit être posée, ne nous trompons pas de cible.

Il est temps d'aller à la racine du problème : il faut réformer en profondeur un système de financement injuste et obsolète des Départements, qui doivent rester, aux côtés de l'État et des caisses de sécurité sociale, les garants d'un modèle qui protège et permet à chacun de vivre dignement.

**Contact presse**

Paul Boucaud

[pboucaud@seinesaintdenis.fr](mailto:pboucaud@seinesaintdenis.fr)

06 16 94 54 38



[View online version](#) • [Unsubscribe](#)